



La quinzaine nordique

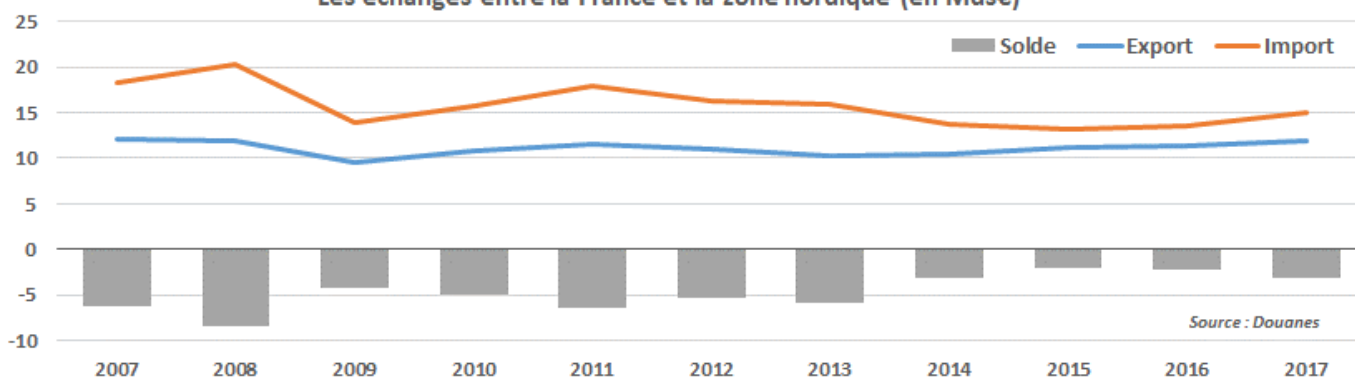
© DG Trésor

N° 149 du 16 février 2018

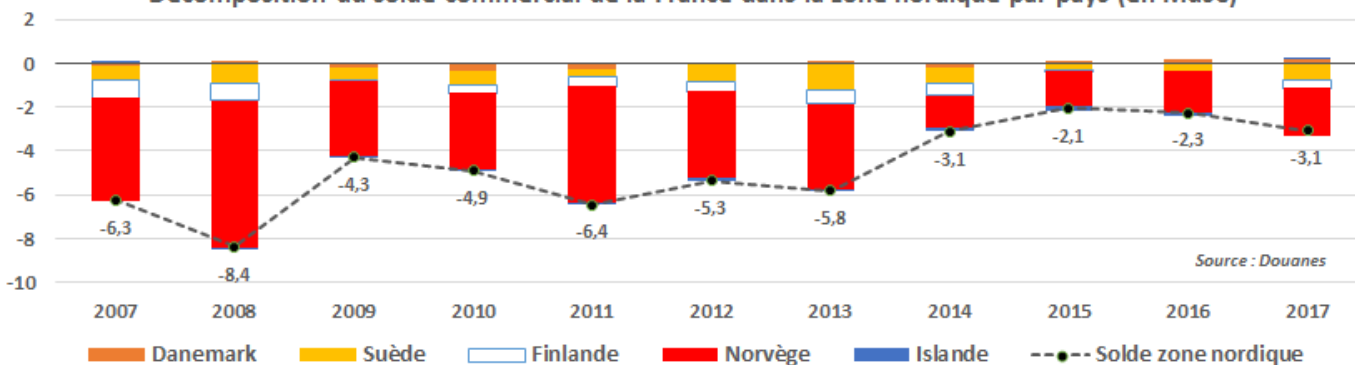
Pays Nordiques

Commerce extérieur. Les douanes françaises ont publié le 7 février les résultats du commerce extérieur de la France : s'agissant des échanges de biens, la zone nordique reste le 10^{ème} client de la France au niveau consolidé avec 11,9 Mds€ d'exportations, en hausse de 5,9%. Les échanges avec le Danemark et l'Islande génèrent un excédent commercial (185 M€ et 87 M€) tandis que le déficit vis-à-vis de la zone dans son ensemble s'est creusé à nouveau (de 2,3 à 3,1 Mds€). La Suède reste de loin le premier partenaire commercial de la France dans les pays nordiques avec 40% des échanges.

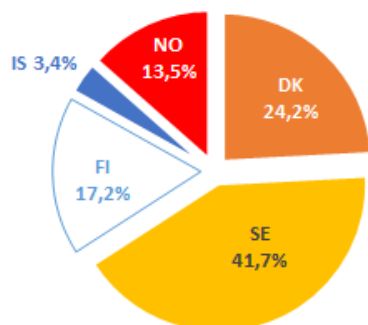
Les échanges entre la France et la zone nordique (en Mds€)



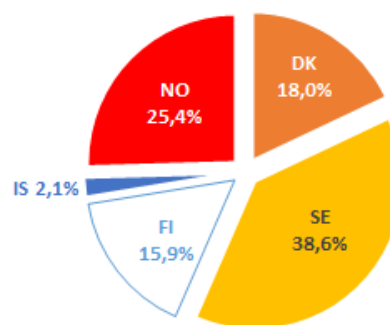
Décomposition du solde commercial de la France dans la zone nordique par pays (en Mds€)



Exportations de la France vers la zone nordique par pays en 2017



Importations de la France depuis la zone nordique par pays en 2017



Source : Douanes



Les régions les plus dynamiques. Selon le rapport du Conseil nordique « *State of the nordic region 2018* », publié tous les deux ans, Stockholm est la région la plus dynamique de la zone en 2017, devant Oslo et Copenhague. Reykjavik occupe, pour sa part, la 4^{ème} place devant Helsinki. Stockholm, classée région la plus innovante de l'UE en 2017 par la Commission européenne (*Regional innovation scoreboard*), gagne ainsi deux places dans ce classement par rapport à l'étude de 2016. Cette étude repose sur une analyse de 74 régions de la zone sur la base d'un grand nombre de critères et indicateurs socio-économiques (démographie, marché du travail, croissance, économie verte, numérique, santé, Etat providence, culture...). Parmi les 15 régions les plus dynamiques se trouvent une région danoise, 2 finlandaises (si l'on inclut l'île d'Åland), 3 suédoises, 4 islandaises et 5 norvégiennes.

Source: <http://www.norden.org/en/theme/state-of-the-nordic-region/download-state-of-the-nordic-region-2018>

2017 rank (2015 rank)	Region Name (country-type(s) of region)
1 (3)	Stockholm (SE-U)
2 (1)	Oslo (NO-U)
3 (2)	Hovedstaden (DK-U)
4 (10)	Höfuðborgarsvæðið (IS-U, NA)
5 (5)	Helsinki-Uusimaa (FI-U)
6 (4)	Akershus (NO-U)
7 (13)	Västra Götaland (SE-I)
8 (7)	Sør-Trendelag (NO-I)
9 (9)	Uppsala (SE-I)
10 (6)	Rogaland (NO-I)
11 (8)	Hordaland (NO-I)
12 (18)	Suðurnes (IS-R, NA)
13 (11)	Åland (AX-R)
14 (26)	Suðurland (IS-R, NA)
15 (29)	Norðurland eystra (IS-R, NA)

Supervision financière régionale. Les autorités de supervision financière, les fonds de résolution, les banques centrales et les ministères des Finances de Suède, Danemark, Finlande, Norvège, Islande, Estonie, Lituanie et Lettonie ont signé fin janvier un *Memorandum of Understanding* pour renforcer la coordination en matière de supervision financière et de politique macroprudentielle dans la zone nordique-baltique. Le FMI rappelle dans ses rapports article IV sur les pays de la zone que la région connaît un fort degré d'intégration financière et appelle régulièrement à renforcer le cadre macroprudentiel au niveau régional.

Infrastructure nordique commune pour les paiements. Les banques nordiques étudient la possibilité de créer une infrastructure harmonisée pour les paiements dans la zone. Si ce projet devait se concrétiser, la région pourrait devenir la première zone de paiement pour les transactions transnationales au monde. L'idée serait de créer un système de *clearing* en mesure de gérer l'ensemble des transactions en devises nordiques (couronnes suédoises, norvégiennes et danoises) et en euros (Finlande). L'idée est de développer une infrastructure financière commune plus efficiente (sans remplir un formulaire ou renseigner le numéro IBAN, par exemple) qui permettrait de réduire les coûts de transaction et les délais afin de stimuler le commerce entre les pays de la zone. Aujourd'hui, les paiements courants reposent sur des infrastructures variées en dépit des liens étroits entre les pays. Les acteurs à l'origine de cette initiative, qui fera dans un premier temps l'objet d'une étude préliminaire, sont : Danske Bank, DNB, Handelsbanken, Nordea, OP Financial Group, SEB et Swedbank, soit quasiment toutes les grands banques de la zone.

Danemark

Biogaz. La technologie du biogaz présente un grand potentiel pour les exportations danoises selon une analyse de la société de conseil Damvad Analytics. D'après cette analyse, le Danemark, étant l'un des leaders dans le domaine du biogaz, pourrait potentiellement voir ses exportations croître de 900% d'ici 2035, créant 20 000 emplois dans le secteur (10 fois plus qu'aujourd'hui). Dans le scénario le moins optimiste, les exportations de biogaz doubleraient d'ici 2035.

Numérique. Début février, le gouvernement danois a présenté sa stratégie pour la croissance numérique, une des solutions pour améliorer la croissance de la productivité de l'économie danoise (dont le niveau est un des plus élevés de l'OCDE). La stratégie comprend 38 initiatives, auxquelles 1 Md DKK seront consacrés d'ici 2025. Elle est, entre autres, basée sur les recommandations du groupe de la croissance numérique établi par le gouvernement en mai 2017, ainsi que sur les contributions du Conseil de disruption du gouvernement. Même si certaines recommandations doivent encore être étoffées, on peut mentionner à ce stade la création d'un hub numérique issu d'un partenariat public-privé, ou encore le programme SMV Digital – une offre de soutien à la transformation numérique des PME.

Transports ferroviaires. Une large majorité politique (tous les partis sauf la Liste Unitaire) a conclu un accord sur l'achat de nouveaux trains électriques, en remplacement de la flotte de trains de DSB (la SNCF danoise), qui roule actuellement au diesel. L'achat des nouveaux trains se fera par appel d'offres, avec un « *Full Service Agreement* », ce qui signifie que le fournisseur des trains sera également responsable de l'entretien de ces derniers. Au total, entre 17 MdsDKK et 22 MdsDKK (2,3 à 2,9 Mds€) seront consacrés à l'achat et l'entretien d'environ 150 nouveaux trains électriques ; l'accord-cadre prévoit l'achat d'un minimum de 90 et d'un maximum de 250 trains. La livraison des premiers trains est prévue pour fin 2023 / début 2024.

Blockchain. Après les décisions de Nordea et de Sydbank d'interdire à leurs employés (respectivement 31 000 et 2 000 personnes) l'utilisation des crypto-devises, d'autres banques danoises réfléchissent à leur emboîter le pas. C'est par exemple le cas de Danske Bank (21 000 employés). De son côté, le directeur de Saxo Bank, Kim Fournais, appelle le gouvernement danois à réguler ce secteur, à des fins de protection de la société, des consommateurs, ainsi que de l'environnement. De même, la banque centrale met en garde contre l'utilisation des crypto-monnaies, comme le bitcoin,



qui sont volatiles, émises par un réseau décentralisé et qui ne sont adossées à aucun bien matériel. Karsten Bilotto, directeur adjoint de la banque centrale, voit cependant un fort potentiel dans la technologie sous-jacente, la blockchain. Elle fait l'objet d'une étude en coopération avec la BCE, afin d'améliorer la cybersécurité des transactions financières.

Connectivité. Au quatrième trimestre 2019, un nouveau système de câbles à fibres optiques sous-marins devrait relier le Danemark à l'Amérique du Nord. Cette nouvelle liaison vise à renforcer la capacité, la diversité et la fiabilité de la connectivité du Danemark. L'annonce de ce projet fait suite à plusieurs investissements clés réalisés au cours des dernières années dans des centres de données par des grands acteurs technologiques comme Apple et Facebook. Steen Hommel, directeur d'*Invest in Denmark*, précise : « l'installation d'un nouveau câble haut de gamme sur la côte ouest du Jutland renforcera la connectivité du Danemark vers l'Amérique du Nord et améliorera les opportunités de croissance numérique pour les entreprises danoises et les investisseurs étrangers au Danemark ».

Finlande

Notation de la Finlande. Les agences DBRS et Fitch ont récemment confirmé leur notation pour la Finlande, à AA+ pour Fitch et AA pour DBRS, les deux étant assorties d'une perspective « stable ». Les deux agences mettent notamment en avant l'amélioration de la conjoncture économique et son effet positif sur les finances publiques. Elles notent cependant que le vieillissement de la population continue de peser sur la croissance potentielle de l'économie finlandaise et constitue un risque pour les finances publiques du pays. A ce titre, DBRS s'attache à rappeler que la mise en œuvre de la réforme des services de santé prévue en 2020 présente des difficultés et que ses bénéfices en matière de finances publiques demeurent incertains.

Commerce extérieur. D'après les chiffres préliminaires des douanes finlandaises, les exportations de biens ont augmenté de 15% par rapport à 2016, notamment grâce aux ventes d'équipements de transport et de produits de l'industrie métallurgique. Au total, les exportations de biens finlandais se sont élevées à 59,5 Mds€ en 2017. Les importations ont quant à elles augmenté de 13% par rapport à 2016, en partie tirées par les achats de produits de l'industrie chimique. Selon les douanes françaises, s'agissant des échanges entre la France et la Finlande, le déficit commercial se creuse en faveur de la Finlande, les importations ayant crû de façon plus rapide (+18%, soit 2,4 Mds€) que les exportations (+3%, soit 2,0 Mds€).

UPM. L'entreprise papetière finlandaise UPM a publié des résultats en hausse pour l'année 2017. Son chiffre d'affaires s'est élevé à 10 Mds€, contre 9,8 Mds€ l'année précédente. Le taux de marge s'est amélioré, passant de 11,6% à 12,9% du chiffre d'affaires, notamment grâce à la diminution du coût des intrants. De plus, poursuivant la restructuration engagée depuis 2013 en réaction à la baisse de la demande mondiale de papier, l'entreprise a réduit de 430 000 tonnes ses capacités de production de papier graphique en 2017, lui permettant ainsi de réaliser 60 M€ d'économies.

Tunnel Helsinki-Tallinn. Une étude de faisabilité sur la construction d'un tunnel entre Helsinki et Tallinn a récemment été publiée à l'occasion d'un séminaire réunissant les ministres des Transports finlandais et estonien et les maires d'Helsinki et de Tallinn. Le rapport estime qu'un tel tunnel pourrait transporter jusqu'à 11 M de passagers par an. Son coût se situerait entre 13,8 et 20 Mds€. A l'origine de cette étude de faisabilité figure le projet *FinEst Link Concept* lancé en 2016, qui rassemble plusieurs municipalités finlandaises et estoniennes. La construction d'un tunnel reliant les deux capitales associerait des financements privés et publics, nationaux et européens.

Secteur communal. Les négociations salariales concernant les 400 000 employés du secteur communal finlandais ont récemment abouti à une augmentation des salaires de 3,45% sur deux ans. Les employés des communes ont également obtenu une prime forfaitaire d'un montant moyen de 260 €, qui devrait être versée en janvier prochain. Les négociations achoppaient jusqu'alors sur cette question de la compensation des employés suite aux efforts consentis l'année précédente dans le cadre du pacte de compétitivité. Les employés du secteur communal demandaient la compensation de la réduction des primes de congés qui n'avait touché que les salariés du secteur public, en faisant valoir que l'amélioration de la conjoncture ne justifiait plus ce sacrifice.

Norvège

Conjoncture. La croissance de l'économie norvégienne s'est accélérée en 2017, mais moins que ne le prévoyait le gouvernement norvégien. Le PIB dit "continental", c'est-à-dire hors production d'hydrocarbures et transport maritime, a progressé de 1,8% l'an dernier contre 1,0% un an plus tôt. C'est moins qu'attendu par le gouvernement dans les prévisions inscrites dans son projet de budget 2018 présenté en octobre (+2,0%). Après un trou d'air lié à la baisse du prix du pétrole à compter de l'été 2014, la Norvège, plus gros producteur d'hydrocarbures d'Europe de l'Ouest, voit son économie repartir graduellement. En incluant les hydrocarbures et le transport maritime, le PIB global a progressé de 1,8% l'an dernier après 1,1% en 2016, mais baissé de 0,3% au T4 après une hausse de 0,8% au troisième trimestre.

Industrie pétrolière. Statoil renoue avec des bénéfices conséquents en 2017 : le bénéfice net du groupe pétrolier norvégien s'élève à 3,7 Mds€ (contre une perte de 2,3 Mds€ en 2016), pour un chiffre d'affaires en hausse de 33%, à 49,4 Mds€. Ces résultats dépassent les objectifs du groupe, qui bénéficie de la remontée des cours et d'une production en hausse. Statoil a ainsi produit en 2017 en moyenne 5% de plus qu'un 2016. De plus, les prix du baril ont continué



de grimper, notamment grâce à l'action de l'OPEP, qui a limité la production de ses membres (et dont la Norvège ne fait pas partie). Enfin, le groupe a bénéficié d'une importante revalorisation d'actifs aux États-Unis, en partie grâce à la réforme fiscale adoptée par l'administration Trump. Pour le futur, le groupe dit s'attendre à une hausse de sa production d'environ 3 ou 4% par an entre 2018 et 2020, grâce à la mise en exploitation de nouveaux gisements. Avant Statoil, les géants ExxonMobil, Royal Dutch Shell, BP, ConocoPhillips ou encore Chevron avaient tous fait état d'une nette amélioration de leurs résultats annuels même si certains n'ont pas intégralement comblé leurs attentes. Le français Total fait état en 2017 d'un bénéfice net ajusté de près de 30% supérieur à celui de 2016.

Investissements verts. La compagnie Statoil a annoncé qu'elle projetait de consacrer 15 à 20% de ses investissements dans les énergies vertes d'ici 2030, contre 5% actuellement. Les éoliennes offshore et l'énergie solaire sont les deux sources prioritaires ciblées par Statoil, qui entend de façon générale accélérer ses investissements. Les bons résultats du groupe permettraient de consacrer 100 Mds NOK, soit 10,4 Mds€, à ces projets.

Crabe des neiges. La justice norvégienne a confirmé une amende infligée à un bateau letton pour pêche illégale dans une affaire opposant l'UE et la Norvège sur l'accès aux ressources halieutiques dans l'Arctique. En janvier 2017, le Senator avait été arraisonné alors qu'il pêchait le crabe des neiges dans les eaux du Svalbard, un archipel norvégien dont le statut particulier provoque des tensions entre la Norvège et d'autres pays. Le traité de Paris, signé en 1920, qui confie à Oslo la souveraineté sur le territoire, stipule en effet que tous les États signataires peuvent s'y livrer à des activités économiques, notamment la pêche, sur un pied d'égalité. La Norvège considère que cette règle ne vaut que dans les eaux territoriales, c'est-à-dire dans la zone des 12 milles, tandis que l'UE estime qu'elle concerne les 200 milles autour du Svalbard, conformément au concept de zone économique exclusive qui n'existait pas à l'époque du traité. Au grand dam d'Oslo, Bruxelles autorise donc des bateaux de ses pays-membres à pêcher le crabe des neiges au large de l'archipel. L'affaire revêt d'autant plus d'importance qu'elle pourrait créer un précédent pour l'exploitation d'autres ressources telles que le pétrole. La Cour d'appel n'a pas tranché sur l'interprétation du traité de 1920, mais a jugé le Senator coupable d'avoir enfreint l'interdiction de pêche du crabe des neiges décrétée par les autorités norvégiennes.

Fonds souverain. Le fonds souverain norvégien a sommé les 9 000 entreprises dans lesquelles il investit de lutter contre la corruption, qui englutit 2% de la richesse mondiale selon le FMI, en mettant en place des mesures anticorruption efficaces. Le fonds préconise notamment que les conseils d'administration de chaque entreprise s'assurent de l'existence de politiques anticorruption et que celles-ci soient clairement communiquées aux employés. Les entreprises sont également invitées à mettre en place des formations adaptées ainsi qu'un mécanisme pour les lanceurs d'alerte. En accord avec d'autres aspects de sa politique éthique, le fonds s'est désengagé en 2017 de 17 entreprises en raison de leurs activités dans les mines de charbon, de dommages environnementaux, de déforestation, de pollution de l'eau et de production de tabac. Cela porte à 133 le nombre de sociétés inscrites sur sa « liste noire » à la fin de l'année.

Islande

WOW Air. La compagnie aérienne low-cost islandaise WOW Air, fondée il y a 5 ans par Skúli Mogensen, est devenue en janvier la première compagnie islandaise en termes de nombre de voyageurs transportés. D'après le communiqué de presse de la compagnie, elle aurait transporté 217 000 passagers en janvier, soit 7 000 de plus que la compagnie nationale Icelandair qui occupait jusque-là la première place.

Privatisation d'Arion Bank. La Banque Arion et la société islandaise Kaupthing ont annoncé dans un communiqué de presse le 14 Février la vente de 5,34% des parts de la banque Arion. 2,54% des parts ont été rachetées par un fonds d'investissement domestique et 2,8% par les investisseurs étrangers *Goldman Sachs* et *Trinity Investment*. La douzaine de fonds de pension islandais qui avait participé aux discussions sur le rachat potentiel de 10% des parts de la banque ont annoncé leur retrait des négociations le 13 février, en pointant le manque de transparence dans les négociations.

Suède

Commerce extérieur. Le commerce extérieur de la Suède est déficitaire pour la seconde année consécutive en 2017 (sur le champ biens uniquement). Le déficit atteint 3,9 Mds SEK (près de 400 M€) cette année mais se réduit fortement par rapport à l'an dernier où le solde avait atteint -14,7 Mds SEK, contre un excédent de 13,8 Mds SEK en 2015. Les exportations de biens ont progressé de 10% en 2017 à 1 307 Mds SEK et les importations de 9% à 1 311 Mds SEK. Le commerce extérieur total de biens représente 57% du PIB suédois.

Politique monétaire. La banque centrale a annoncé le maintien de ses taux directeurs à un niveau historiquement bas (repo à -0,5%). Pour la première fois depuis un an, l'un des six membres du board de la Riksbank, le gouverneur adjoint Henry Ohlsson, a émis des réserves contre cette décision et plaidé pour un relèvement du taux repo à -0,25%, en raison de la « croissance élevée en Suède et au niveau international ». La banque centrale anticipe une remontée progressive des taux qui n'interviendrait pas avant le second semestre 2018.

Immobilier. Selon l'indice de référence de Valuegard, la baisse des prix immobiliers se poursuit en Suède et représente actuellement -9% à Stockholm en glissement annuel fin janvier 2018 contre -3% à Malmö et -2% à Göteborg. La baisse



générale dans le pays atteint, pour sa part, 2% sur un an. Les prix moyens des appartements vendus en janvier 2018 ont retrouvé leur niveau de 2015 à 86 500 SEK/m² (8 800€/m²) pour le centre de Stockholm, 42 000/m² (4 300€/m²) pour Göteborg et enfin 23 000 SEK/m² (2 350€/m²) à Malmö.

Épargne. Les Suédois n'ont jamais eu une épargne aussi importante qu'aujourd'hui grâce à l'envolée des prix immobiliers depuis 25 ans, même si l'on assiste à une correction du marché depuis quelques mois, et plus récemment des cours de la bourse. Les actifs bruts des individus atteignent désormais en moyenne 2,14 MSEK (220 000€), dont 1,1 MSEK sont des actifs non financiers, et 1,75 MSEK nets (180 000€). Toutefois cette hausse de l'épargne s'accompagne d'une augmentation du coefficient de Gini : les 10% des Suédois les plus aisés détiennent désormais à eux seuls plus de 60% des actifs.

Intensification des contrôles fiscaux. Le renforcement des contrôles fiscaux, notamment des transferts intragroupes et d'autres montages à des fins d'optimisation fiscale, des grandes entreprises suédoises par l'Agence des impôts (*Skatteverket*) a permis de dégager 4,3 MdsSEK (450M€) de recettes fiscales supplémentaires en 2017. Dans la mesure où l'impôt sur les sociétés rapporte environ 100 MdsSEK (plus de 10 Mds€) par an, les résultats des contrôles extraordinaires représentent 4% de recettes fiscales en plus.

Banques. La rentabilité des banques suédoises reste élevée en 2017 : 15,1% pour Swedbank, 12,7% pour SEB, 12,3% pour Handelsbanken et 9,5% pour Nordea) portant leur résultat d'exploitation agrégé à 106 MdsSEK (11Mds€), contre 104 MdsSEK en 2016. Nordea, la seule banque systémique de la zone, est le seul établissement dont les bénéfices diminuent en 2017 (de 44,3 Mds à 39,4 MdsSEK). Une partie substantielle des gains des quatre banques seront redistribués aux actionnaires puisque selon les communiqués des banques les dividendes distribuées après les AG du printemps attendront près de 70 MdsSEK (plus de 7 Mds€), en hausse de plus de 10% par rapport à 2016.

Taxe bancaire. Le gouvernement n'a pas officiellement renoncé à son projet d'introduction d'une taxe bancaire mais la ministre des Finances, Magdalena Andersson, a confirmé que ce projet de ne serait pas mené avant les prochaines élections générales de septembre 2018. Pour mémoire, cette idée visait initialement à compenser l'absence de TVA sur les produits financiers et avait conduit au rejet d'un premier projet de taxe bancaire, finalement abandonné au profit d'un mécanisme d'abondement pérenne du fonds de résolution national, lui-même revu à la baisse dans le contexte de la décision de Nordea de relocaliser son siège en Finlande pour bénéficier du *level playing field* de l'Union bancaire.

Syndicalisation. Le taux de syndicalisation est passé de 85% en 1993 à 69% actuellement. La hausse des cotisations d'adhésion, introduite durant la législature du gouvernement Reinfeldt I (2006-2010), dans le contexte de la réforme de l'assurance chômage, et l'annulation de la déductibilité fiscale pour ce type de dépenses en 2007, expliquent pour partie cette évolution. L'émergence de nouveaux secteurs (services, startups...) avec une plus grande individualisation des modes de travail au détriment des accords collectifs est également mise en avant pour expliquer cette tendance. Pour éviter qu'elle ne s'accroisse, le gouvernement réintroduit à compter du 1^{er} juillet 2018 la déductibilité des coûts d'adhésion à un syndicat, qui correspondra à 25% du coût d'adhésion et se traduira par un manque à gagner de 280 M€ pour l'Etat. Les conventions collectives couvrent 90% des entreprises, 100% dans le secteur public et environ 80% du secteur privé.

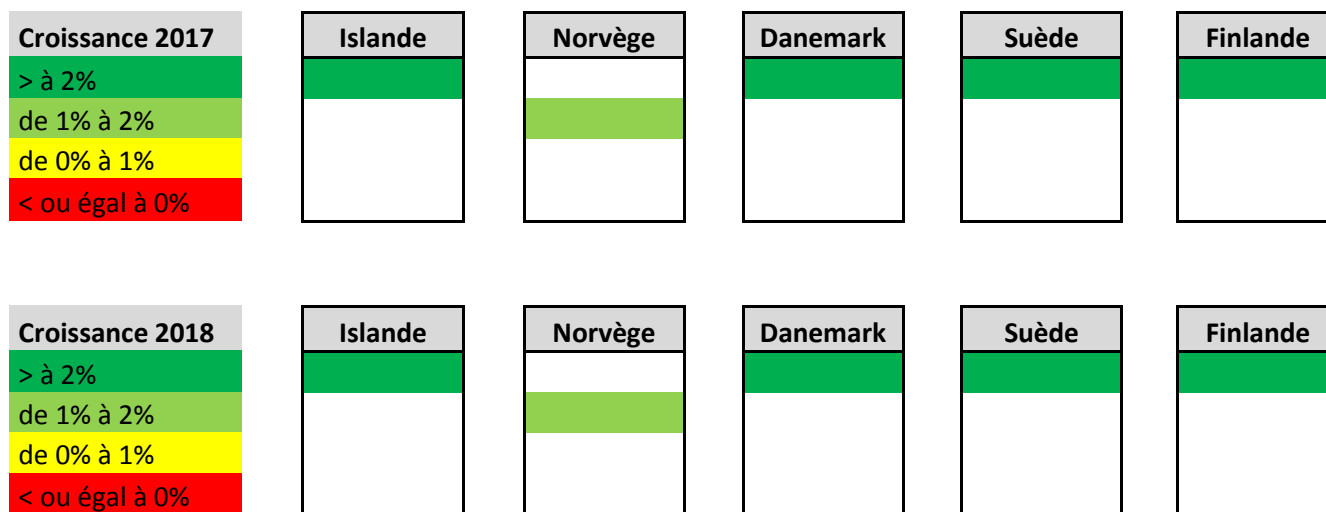
Production laitière. Selon les dernières statistiques de l'Agence suédoise de l'Agriculture (SJV), les investissements des exploitants agricoles suédois dans de nouvelles installations de production laitière ont été deux fois plus faibles en 2017 qu'en 2012. Cette contraction des investissements traduit les doutes des agriculteurs suédois sur l'avenir de la filière laitière, selon l'Agence. En effet, seulement 7 800 étables ont été construites ou rénovées en 2017, alors que plus du double serait nécessaire pour maintenir le niveau de la production laitière à moyen terme. Les exploitants agricoles suédois s'orientent désormais vers la production de volailles (qui bénéficie d'une consommation nationale en hausse) et vers la production de viande bovine (soutenue notamment par la hausse des prix). Ces deux secteurs ont enregistré des investissements record en 2017. L'Agence SJV présente également les résultats globaux de l'agriculture suédoise en 2017 : la production laitière a diminué de 4% par rapport à 2016 (2,8 Mt), alors que les productions ovines et bovines ont augmenté (+4% et +1%, respectivement). La production porcine a été en hausse pour la première fois depuis 2011 (+3%, 241 kt en 2017), en raison notamment des campagnes de promotion du gouvernement en faveur des produits nationaux.

Transports ferroviaires. La compagnie publique de transport ferroviaire suédoise SJ a annoncé par la voix de son directeur général qu'elle souhaitait remporter des marchés en Norvège et au Danemark au cours de l'année 2018. SJ déposera une offre au printemps pour l'exploitation de ligne de train du sud de la Norvège. Alors que le marché suédois est ouvert depuis presque deux décennies à la concurrence, l'opérateur historique insiste sur la nécessité de conquérir de nouveaux marchés pour amortir les coûts des investissements à venir. En 2017, SJ a vendu près de 30 millions de billets, réalisé un chiffre d'affaire de 7,8 Mds SEK (783 M€) et ses profits ont atteint 666 MSEK (67 M€).



La quinzaine nordique – 16 février 2018 © DG Trésor

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions d'automne (novembre 2017)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
PIB										
Gouvernement	1,5	1,7	3,1	2,4	2,0	2,5	2,5	2,8	-	-
Banque centrale	2,3	1,8	3,1	2,5	1,9	0,9	2,5	2,9	3,7	3,4
Institut stat./conj****.	2,1	2,1	2,9	2,0	2,2	2,2	2,5	2,9	6,0	3,3
Commission*	2,1	2,0	3,3	2,8	1,5	1,6	2,7	2,7	4,6	3,1
FMI**	1,9	1,8	2,8	2,3	1,4	1,6	3,1	2,4	5,5	3,3
OCDE***	2,2	2,0	3,1	2,5	2,1	1,8	3,1	2,8	5,1	4,3
SEB	2,1	2,4	3,1	2,5	1,9	2,5	2,6	2,6	-	-
Nordea	2,0	1,9	3,2	3,0	1,9	2,5	2,7	2,6	-	-
Danske Bank	2,4	2,0	2,8	1,8	2,0	2,3	3,1	2,0	-	-

Source :

* Prévisions d'hiver (février 2018)

** World Economic Outlook (octobre 2017)

*** Perspectives économiques (novembre 2017)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration



2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Déficit public										
Gouvernement	-1,2	-1,1	-1,2	-1,3	5,0	3,9	1,0	0,9	-	-
Commission*	-1,0	-1,0	-1,2	-1,4	4,3	4,6	0,9	0,7	1,5	1,1
FMI**	-1,0	-0,1	-1,2	-1,4	2,2	2,5	0,7	0,8	3,2	3,4
OCDE***	-1,3	-1,1	-1,1	-1,1	5,4	5,8	1,5	1,7	1,0	1,1

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Dette publique										
Gouvernement	37,6	36,7	61,1	60,2	-	-	39,6	36,8	-	-
Commission*	36,1	35,5	62,7	62,1	34,7	34,0	39,0	36,6	35,0	32,0
FMI**	37,8	37,0	63,3	62,6	33,1	33,1	38,8	36,5	41,3	39,0

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Autres										
inflation (IPCH)*	1,0	1,4	0,8	1,3	2,1	2,2	1,8	1,6	1,7	2,6
cons. privée*	2,3	2,5	2,0	1,8	2,4	1,9	2,4	2,5	7,5	5,4
chômage (BIT)*	5,9	5,6	8,6	8,3	4,0	3,3	6,6	6,4	3,1	3,2

Source :

* *Prévisions d'hiver* (février 2018)

** *World Economic Outlook* (octobre 2017)

*** *Perspectives économiques* (novembre 2017)

**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

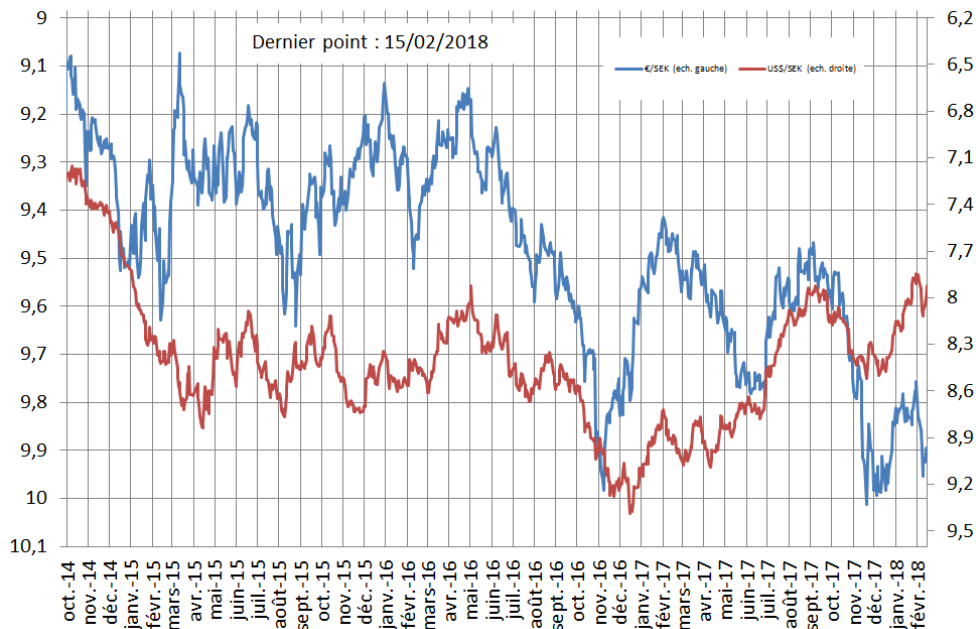
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

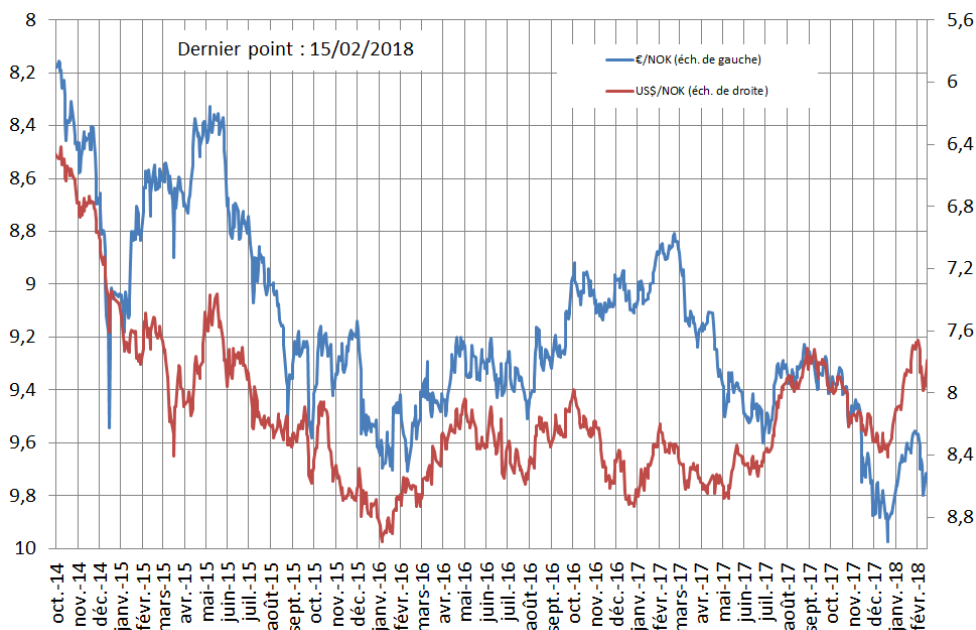


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à pierre-alexandre.miquel@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Pierre-Alexandre Miquel (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, J.-T. Pénét), Helsinki (N. Mouy, T. Cardiel), Oslo (E. Gabla, S. Morvan), de l'ambassade de France en Islande (R. Girard) et du Service Économique Régional de Stockholm (F. Lemaître, J. Grosjean, R. Saudrais, L. André, M. Voisin).